Déclaration Liminaire au CDAS de l'Eure

Évreux, le 2 décembre 2021

Monsieur le Président,

Alors que nous traversons actuellement une période compliquée tant sur le plan professionnel que sanitaire, les besoins en termes d'action sociale se font de plus en plus sentir, le Secrétariat Général présente un projet de réforme de son réseau et cela sans tenir compte des besoins des actifs et des retraité·es qui n'auront d'autre choix que de s'y s'adapter.

Sur l'accessibilité de l'action sociale, **Solidaires Finances** a définitivement une définition bien différente de la proximité. Là où nous défendons un vrai réseau de proximité, au plus près des agent·es, au niveau départemental, le SG veut imposer une régionalisation de l'action sociale, avec une déclinaison départementale mais pas pour tout le monde…

Selon les documents transmis, on s'oriente vers une action sociale à 2 vitesses.

En effet, si chaque département semble bien avoir son délégué, la réciproque n'est pas vraie, avec potentiellement 2 départements pour un même délégué. Cela augure un réseau de proximité qui n'en aura que le nom, avec un niveau de responsabilité diminué au profit d'un échelon régional, forcément plus éloigné des personnels.

Toujours selon ces mêmes documents, en matière d'action locale, le responsable régional semble avoir seul le pouvoir de décision, les délégué·es n'étant là que pour proposer et exécuter.

Si le SG se défend de minorer leur rôle, il n'empêche qu'ils et elles auront un niveau hiérarchique supplémentaire présent dès leur recrutement et tout au long de leur mandat ! C'est tout sauf neutre !

Solidaires Finances réaffirme son attachement fort à une action sociale de proximité, avec des délégué·es véritablement installé·es dans chaque département et disposant d'une réelle autonomie dans leurs choix.

Alors que l'action sociale est l'un des derniers bastions de solidarité et de lien entre les personnels du MEFR, fruit des revendications collectives de ces personnels, le Secrétariat Général continue de détricoter et de détruire son réseau, ses prestations.

Là où les Fédérations des Finances, qui représentent les agentes et les agents du ministère, portent la nécessaire prise en compte de leurs besoins afin de réfléchir, ensuite, à l'amélioration du réseau de l'action sociale, l'administration impose une vision purement dogmatique, budgétaire et managériale !

Solidaires Finances est prête à discuter de véritables solutions à mettre en œuvre pour améliorer l'action sociale et mieux la faire connaître, mais ce dans le respect de l'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 et du décret du 6 janvier 2006 qui prévoient que *« les fonctionnaires participent par l'intermédiaire de leurs délégués à la définition et à la GESTION de l'action sociale »*.

Ces textes sont bafoués de façon continue depuis déjà trop longtemps et particulièrement depuis 2 ans. Dans le projet de modification de l'arrêté du 15 janvier 2002, avec la suppression de l'article 11, les organisations syndicales locales ne sont d'ailleurs même plus consultées en matière de recrutements.

Pour **Solidaires Finances** ce projet constitue une véritable régression !

Pour **Solidaires Finances,** le Secrétariat Général doit reprendre tout ce qu'il a abandonné depuis des années, apporter l'aide nécessaire aux délégué·es dans leur fonction avec respect et considération.

Les délégué·es ont plus besoin d'un soutien technique, de moyens que d'un niveau de management supplémentaire.

Enfin pour **Solidaires Finances**, l'action sociale du ministère au service des agent·es en activité ou à la retraite, garantissant l'accès à l'intégralité des aides et prestations quelque soit la situation personnelle et professionnelle, mérite certainement mieux que la présentation d'un organigramme fonctionnel.

Pour **Solidaires Finances** nous devons avant tout nous appuyer sur les besoins, les attentes, c'est à dire le contenu de l'action sociale et ensuite seulement aborder son cadre d'exécution, le contenant.

Nous réaffirmons notre attachement à un réseau de proximité qui a fait ses preuves et qui mérite un renforcement local plutôt qu'un échelon régional.

Les représentants de **Solidaires Finances** au CDAS de l'Eure.